

CH_VB 94.3551 vom 24. März 1995

Bundesverwaltung, 1995-03-24, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_94.3551

FR: CH_VB 94.3551 du 24 mars 1995

IT: CH_VB 94.3551 del 24 marzo 1995

Volltext

24. März 1995 N 985 Interpellation Zwygart nanzmittel bestand. Zwei der Betroffenen verliessen das SLM aus eigenem Entschluss bereits Ende 1993 definitiv, da sie eine Daueranstellung gefunden hatten, eine dritte Person trat Ende Januar 1994 aus. Die übrigen drei erhielten inzwischen neue Verträge. Ebenfalls aufgelöst wurde der Vertrag mit dem bisherigen Gestalter. Dessen Arbeiten wurden vom SLM übernommen und können vom inzwischen neu verpflichteten Gestalter teilweise weiterverwendet werden. Le président: L'interpellateur est partiellement satisfait de la réponse du Conseil fédéral et demande la discussion. Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion 94 Stimmen Dagegen 22 Stimmen Verschohen - Renvoyé #ST# 94.3547 Interpellation Aubry Pädagogische Rekrutenprüfungen. Bericht Rapport sur les examens pédagogiques des recrues Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1994 Aus dem Kapitel «Drogen» des erwähnten Berichts geht hervor, dass die Rekruten in der Drogenfrage einen anderen Standpunkt einnehmen als das Bundesamt für Gesundheitswesen. Die jungen Menschen sprechen von Prävention, von breiterer Information, von der Schaffung von Zentren zur sozialen Betreuung von Drogenabhängigen. Sie verlangen, dass die Repression gegen den Drogenhandel verstärkt und Drogenhändler härter bestraft werden. Gegenüber der kontrollierten Heroinabgabe sind die Rekruten nicht nur skeptisch eingestellt, sie sind mehrheitlich gegen diesen sogenannten wissenschaftlichen Versuch des BAG. Die Rekruten repräsentieren die Jugend unseres Landes, die in ihrer Mehrheit arbeitsam, leistungswillig und ausgeglichen ist Ihrer Meinung kommt deshalb grosse Bedeutung zu. Ist der Bundesrat bereit, diese Meinung in Zukunft stärker zu berücksichtigen als die abwegigen Vorstellungen der Bediensteten des BAG? Texte de l'interpellation du 15 décembre 1994 On a pu constater sous le chapitre «Drogue» que les recrues ont une position différente sur la drogue que celle mise en place par l'Office fédéral de la santé publique. Les jeunes recrues parlent de prévention, d'information plus large, de développement de centres d'aide sociale pour les drogués. Ils demandent que la répression et la punition envers les vendeurs de drogues soient plus grandes. Par contre ils émettent non seulement des doutes quant à la distribution contrôlée d'héroïne, mais ils sont en majeure partie contre cette soi-disant expérience scientifique que fait l'OFSP. Les recrues représentent la majorité de la jeunesse travailleuse, studieuse et équilibrée de notre pays. Son avis est donc capital. Le Conseil fédéral ne veut-il pas tenir compte à l'avenir de ces avis-là plutôt que des «dérapages» des fonctionnaires de l'OFSP? Mitunterzeichner-Cosignataires: Keine -Aucun Schriftliche Begründung - Développement par écrit L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 15. Februar 1995 Rapport écrit du Conseil fédéral du 15 février 1995 Le Conseil fédéral se tient régulièrement au courant de l'opinion de la population suisse au sujet des différents aspects du problème de la drogue. Selon les derniers sondages effectués en 1994, les mesures de prévention, de traitement, d'aide à la survie et de répression décidées par la

Confédération sont bien acceptées. Il a également pris connaissance des résultats de l'enquête auprès des recrues, laquelle, faut-il le préciser, n'inclut que l'opinion d'une fraction spécifique de la jeunesse de notre pays, c'est-à-dire exclusivement celle des hommes suisses aptes au service militaire. La politique de la Confédération en matière de drogue tient compte des différents aspects sociaux; elle ne saurait se déterminer à partir des résultats d'un sondage d'opinion. La prescription médicale de stupéfiants n'est pas le fait d'une initiative de l'OFSP, mais de revendications de villes et de cantons. Le Conseil fédéral a abordé ce problème en 1991 et il a élaboré un projet d'ordonnance qui a été mis en consultation. Une nette majorité favorable à la prescription de stupéfiants sous la forme actuelle s'est dégagée de la consultation. Le Conseil fédéral a alors arrêté ladite ordonnance en octobre 1992, une décision qui a reçu l'approbation des grands partis gouvernementaux et des milieux spécialisés, médicaux et non médicaux.

Le président: L'interpellatrice n'est pas satisfaite de la réponse du Conseil fédéral et demande la discussion.

Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion 71 Stimmen Dagegen 30 Stimmen Verschoben - Renvoyé

#ST# 94.3551 Interpellation Zwygart Keine Familienpolitik des Bundes? Confédération. Aucune politique familiale? Wonlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1994 Zum Abschluss des «Jahres der Familie» äusserte sich auch Frau Bundesrätin Dreifuss. Die Stellungnahme zu einer allfälligen ausserparlamentarischen «Kommission für Familienfragen» erstaunte jedoch nicht wenig: «... La question se pose toutefois de savoir quels domaines reviendraient à ce nouveau conseil de la famille, qui ne seraient pas déjà couverts par la Commission fédérale pour la jeunesse et la Commission fédérale pour les questions féminines. Car une politique familiale au niveau fédéral n'est-elle pas d'abord et en majeure partie une politique de l'égalité et des questions féminines, d'une part, et une politique des enfants et de la jeunesse, d'autre part?....» Nur so nebenbei bemerkt, vergisst man dabei, dass auch alte Menschen für unser Zusammenleben wichtig sind. Ich bitte den Bundesrat um Stellungnahme zu folgenden Fragen: 1. An sich braucht es eine sinnvolle Ergänzung der verschiedenen gesellschaftlichen Ebenen. Ist die angedeutete Umkehrung - zuerst Kinder- und Frauenpolitik zu betreiben, statt sich auch um das Wohl der Familie zu kümmern - die Ansicht des Gesamtbundesrates? Sofern Familie einfach Privatsache ist, kommt es da nicht zu Polarisierungen von Einzelinteressen? 2. Die Familie ist die Grundzelle unseres Staates. Ohne Familien lässt sich keine Politik für Kinder und Frauen betreiben.

Interpellation Darbellay 986 N 24 mars 1995 Ist nicht eine aktive Familienpolitik die Basis für eine Jugend- und Frauenpolitik sowie eine Politik für den älteren Menschen? Wer soll aus der Sicht des Bundesrates Familienpolitik betreiben? 3. Andere Länder haben ein Ministerium für Familienfragen. Frau Bundesrätin Dreifuss hat auch von der Schaffung eines Koordinationsorgans für Familienfragen gesprochen. Wer wird verantwortlich sein, um die nötigen Schritte zur Schaffung eines solchen Gremiums im Jahr 1995 in die Wege zu leiten? Was für Aufgaben würden einem solchen Gremium übertragen? 4. Würde es nicht auch zu einem Gebot derzeit gehören, eine Art«Familienverträglichkeitsprüfung» einzuführen, analog der Umweltverträglichkeitsprüfung? Texte de l'interpellation du 15 décembre 1994 Pour clore l'Année de la famille, Mme Ruth Dreifuss a tenu les propos étonnants suivants sur l'éventuelle création d'une «commission extraparlamentaire pour les questions familiales: «... La question se pose toutefois de savoir quels domaines reviendraient à ce nouveau conseil de la famille qui ne seraient pas déjà couverts par la Commission fédérale pour la jeunesse et la Commission fédérale pour les questions féminines. Car une politique familiale au niveau fédéral n'est-elle pas d'abord et en majeure partie

une politique de l'égalité et des questions féminines, d'une part, et une politique des enfants et de la jeunesse, d'autre part?....» Soit dit en passant, notre conseillère fédérale a complètement oublié que les personnes âgées sont, elles aussi, importantes pour la société! Je prie donc le Conseil fédéral de bien vouloir répondre aux questions suivantes: 1. Il faut en soi agir intelligemment sur toutes les parties de la société. Le renversement auquel MTM Dreifuss a fait allusion, à savoir qu'il faut faire passer la politique en faveur des enfants et la politique en faveur des femmes avant le bien-être de la famille, reflète-t-il l'avis du Conseil fédéral? Si la famille n'est plus qu'une affaire privée, ne risque-t-on pas de déboucher sur une polarisation des intérêts particuliers? 2. La famille est la cellule de notre société. Sans familles, pas de politique en faveur des enfants ni de politique en faveur des femmes! Une politique familiale active est la base de toute politique en faveur des jeunes, de toute politique en faveur des femmes et de toute politique en faveur des personnes âgées. Qui, de l'avis du Conseil fédéral, doit mener la politique familiale? 3. D'autres pays que le nôtre ont un ministère de la famille ou un ministère des questions familiales. MTM Dreifuss a évoqué la création d'un conseil qui aurait pour tâche de coordonner les questions familiales. Qui sera chargé de prendre les premières mesures afin de mettre sur pied un tel conseil en 1995? De quelles tâches ce conseil sera-t-il investi? 4. Le moment n'est-il pas venu de créer une sorte d'étude d'impact sur la famille« à l'instar de l'étude d'impact sur l'environnement? Mitunterzeichner-Cosignataires: Dünki, Sieber (2) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 15. Februar 1995 Rapport écrit du Conseil fédéral du 15 février 1995 1. Von einem Verzicht auf Familienpolitik kann keine Rede sein. Es geht auch nicht darum, unter den verschiedenen Bereichen der Sozialpolitik eine Rangordnung aufzustellen. Der Bund setzt sich ganz allgemein für die Belange der Familien ein und versucht dabei, die Anliegen aller ihrer Mitglieder zu berücksichtigen. Dabei muss auch in der Familienpolitik das Gleichstellungsgebot realisiert werden. Wie in den übrigen Gebieten der Politik kann es allerdings auch in der Familienpolitik zu Interessenkollisionen kommen. Viele Bereiche und Massnahmen betreffen zudem gleichermassen Familien-, Jugend- und Frauenpolitik, so z. B. die Möglichkeiten der familienergänzenden Kinderbetreuung, und es müssen dabei alle in Frage kommenden Aspekte im Auge behalten werden. 2. Selbstverständlich sind Familien - in ihren verschiedenen Formen - nicht nur für das Gemeinwesen, sondern auch für die einzelnen Mitglieder von grosser Bedeutung. Vermögen sie ihre Funktionen zu erfüllen, so bieten sie nicht nur optimale Voraussetzungen für das Heranwachsen der Kinder, sondern bilden auch für das Zusammenleben der Erwachsenen und für den Einbezug der älteren Generation einen geeigneten Rahmen. Familien-, Jugend-, Frauen- und Alterspolitik sollen sich gegenseitig ergänzen. Träger der schweizerischen Familienpolitik sind neben dem Bund vor allem auch die Kantone und Gemeinden. Sehr vieles wird zudem von privaten Organisationen wahrgenommen. 3. Die Einsetzung eines Koordinationsorgans für Familienfragen wird in der ersten Hälfte dieses Jahres durch das Eidgenössische Departement des Innern vorbereitet Eine wichtige Aufgabe wird die Koordination im Bereich der Forschung sein. Den familienrelevanten Aspekten soll in der Forschung besser Rechnung getragen werden, forschungspolitische Lücken sollen gefüllt und die Umsetzung der Ergebnisse angeregt und koordiniert werden. Dabei sollen unter Einbezug der staatlichen und privaten Träger und der interessierten Basis Schwerpunkte gesetzt werden. 4. In ihrer Funktion einer Koordinationsstelle für Familienfragen nimmt die Zentralstelle für Familienfragen am Bundesamt für Sozialversicherung seit langem zu

allen Anträgen an den Bundesrat, die in wesentlichem Ausmass Auswirkungen auf die Familie haben, Stellung. Somit werden bereits heute die entsprechenden Beschlüsse auf ihre Familienfreundlichkeit hin überprüft Le président: L'interpellateur est partiellement satisfait de la réponse du Conseil fédéral et demande la discussion. Abstimmung - Vote Für den Antrag auf Diskussion 73 Stimmen Dagegen 37 Stimmen Verschoben - Renvoyé #ST# 94.3554 Interpellation Darbellay Internationales Jahr der Familie und Familienpolitik Année internationale de la famille et politique familiale Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1994 Zum Abschluss des Internationalen Jahres der Familie (IJF) stellen wir fest, dass eine beeindruckend grosse Zahl von Organisationen an dieser Grossveranstaltung teilgenommen hat, deren Ziel darin bestand, die breite Öffentlichkeit und die Behörden auf allen Stufen auf die Lebensbedingungen der Familien und die Notwendigkeit hinzuweisen, die Familienpolitik zu überprüfen und aus ihr ein echtes Instrument zur Unterstützung der Familien zu machen, damit diese in der ganzen Vielfalt ihrer Formen in die Lage versetzt werden, ihrer Verantwortung nachzukommen. In diesem Zusammenhang stellen wir mit Überraschung fest, dass Bundesrätin Ruth Dreifuss in ihrem Vortrag zum Abschluss des IJF ausschliesslich das Individuum ins Zentrum ihrer Betrachtungen stellt und dabei vergisst, dass auch Massnahmen nötig sind, damit die Familie - als Lebensgemeinschaft und soziales Auffangnetz für Menschen - sich in Würde entfalten könne.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Interpellation Zwygart Keine Familienpolitik des Bundes? Interpellation Zwygart Confédération. Aucune politique familiale? In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1995 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 17 Séance Seduta Geschäftsnummer 94.3551 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 24.03.1995 - 08:00 Date Data Seite 985-986 Page Pagina Ref. No 20 025 546 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.